



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

05 NOV. 2025

modifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter délivrée à la société GEDIS pour ses installations situées au 4 rue du Fort à Geispolsheim (67118)
(AIOT 0006700966)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et l'article R. 181-46 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 09 novembre 2004 autorisant l'UNION DES COOPÉRATEURS D'ALSACE à exploiter, en régularisation administrative, l'hypermarché ROND-POINT à GEISPOLSHEIM au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement ;
- VU** le document intitulé « La gestion des eaux pluviales en région Grand-Est - Note de doctrine » ;
- VU** le projet de modifications du 03 juillet 2025 porté à la connaissance du préfet intitulé « Etude du réseau d'assainissement pluvial - Parking du centre commercial Leclerc - Geispolsheim » ;
- VU** les échanges tenus par courriels entre l'inspection des installations classées et le bureau d'études en charge de la rédaction du porter à connaissance ;
- VU** le rapport du 9 septembre 2025, de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées des installations concernent :

- l'aménagement d'un nouveau bassin d'infiltration des eaux pluviales à l'est du site d'une surface de 550 m² pour un volume de 84 m³, sa capacité ayant été calculée afin de se prémunir contre un risque décennal ;
- la création d'un nouveau dispositif d'obturation en amont du bassin afin de retenir, le cas échéant, les eaux souillées et éviter toute pollution de la nappe phréatique ou du milieu naturel ;
- le remplacement de l'ouvrage de pré-traitement existant par un nouveau séparateur d'hydrocarbures ;
- la suppression des rejets d'eaux pluviales vers la mare située au sud-est du parking.

CONSIDÉRANT que l'exploitant indique que le périmètre du projet concerné est une zone déjà aménagée et qu'il n'engendrera donc aucun impact sur le milieu naturel ou les espèces protégées ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant indique que ce bassin ne servira qu'en cas d'événements extrêmes afin de recueillir les eaux pluviales excédentaires dont le débit est supérieur au débit maximum acceptable par l'ouvrage de prétraitement (350 litres / seconde) ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 09 novembre 2004 susvisé prescrit, dans son article 9.3, que « *Tout nouveau rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit* » ;

CONSIDÉRANT que la doctrine de gestion des eaux pluviales en région Grand-Est recommande de favoriser leur infiltration surfacique et ouverte, en admettant un « risque acceptable » de pollution ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant indique dans son dossier que l'ouvrage sera conçu avec une garde de 0,5 mètre avec le toit de la nappe décennale ;

CONSIDÉRANT que les eaux pluviales susceptibles de transiter par ce projet proviennent majoritairement des espaces de stationnement et des toitures du bâtiment, étant donné que les eaux pluviales provenant de la station-service, du garage automobile, et de la station de lavage (disposant de leur propre dispositif d'obturation) représentent moins de 10 % du volume selon l'estimation de l'exploitant et que toutes ces eaux transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau principal, ce qui permet d'abattre une grande partie de la pollution transportée avant rejet ;

CONSIDÉRANT que la doctrine de gestion des eaux pluviales en région Grand-Est, en cas de nappe affleurante (profondeur de la nappe inférieure à 1 mètre), recommande que les eaux ne provenant pas de surfaces naturelles, de voies piétonnes, ou des toitures doivent bénéficier d'une précaution préalable avant d'être infiltrées (par exemple ajouter une couche de terre végétale sur géotextile pour filtration) ;

CONSIDÉRANT que la capacité de rétention des eaux incendie en amont du bassin est d'environ 1 320 m³ (1 000 m³ sur les parkings, et 320 m³ dans le réseau d'eaux pluviales) ;

CONSIDÉRANT donc que le risque de pollution des eaux susceptibles de transiter par ce projet est acceptable ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant indique qu'aucun rabattement de nappe ne sera nécessaire et aucun rejet vers le milieu naturel ne sera engendré en phase travaux ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble de ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'en conséquence, elles sont considérées comme notables et non substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, néanmoins, de mettre à jour les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 09 novembre 2004 susvisé afin d'autoriser, sous conditions, l'infiltration des eaux pluviales sur le site ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les dispositions du présent arrêté complètent et modifient les prescriptions de l'arrêté du 09 novembre 2004 autorisant l'UNION DES COOPERATEURS D'ALSACE à exploiter, en régularisation administrative, l'hypermarché ROND-POINT à GEISPOLSHEIM au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 2.1

Le premier paragraphe de l'article 1 « CHAMP D'APPLICATION » de l'arrêté préfectoral du 09 novembre 2004 susvisé est remplacé par :

« Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société GEDIS dont le siège social est situé 4 rue du Fort 67118 GEISPOLSHEIM est autorisée à exploiter le centre commercial E. LECLERC à GEISPOLSHEIM, rue du Fort ».

Article 2.2

L'article 9.2.4 « EAU - Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident » de l'arrêté préfectoral du 09 novembre 2004 susvisé est remplacé par :

« Des dispositifs d'obturation doivent permettre d'isoler les réseaux d'assainissement pluvial en aval de ceux-ci afin de retenir le cas échéant des eaux souillées et préserver le milieu naturel. »

Article 2.3

Le premier paragraphe de l'article 9.3 « EAU - Conditions de rejet » de l'arrêté préfectoral du 09 novembre 2004 susvisé est remplacé par :

« Tout nouveau rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe doit être porté à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par l'exploitant avec tous les éléments d'appréciation (voir les rejets déjà existants à l'article 9.3.2) ».

Article 2.4

Le dernier paragraphe de l'article 9.3.2 « EAU - Conditions de rejet des eaux pluviales » de l'arrêté préfectoral du 09 novembre 2004 susvisé est remplacé par :

« Les eaux pluviales du parking situé à l'avant de l'hypermarché sont rejetées dans le fossé Neugraben. Le réseau de collecte des eaux pluviales du parking est équipé d'un ouvrage de régulation du débit et d'un dispositif décanteur-séparateur d'hydrocarbures permettant de respecter au rejet une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l. Ces dispositifs sont adaptés au site à assainir.

En cas d'événement extrême, entraînant le dépassement du débit maximum autorisé pour le rejet dans le fossé Neugraben, le surplus des eaux est dirigé vers un bassin d'infiltration des eaux pluviales à l'est du parking. Ce bassin, d'une surface de 550 m² pour un volume de 84 m³, est conçu avec une garde de 0,5 mètre avec le toit de la nappe décennale. Le fond du bassin est recouvert d'un géotextile et d'une couche de terre végétale de 30 cm pour filtration.

Aucune eau n'est rejetée dans la mare située au sud-est du parking. »

Article 3 - modalités d'exécution

Article 3.1 : Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.2 : Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Obligation de notification de recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3.3 : Exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société GEDIS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Geispolsheim.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO